



# ANARCHO SYNDICALISME



ISSN 1240-0009  
CCPAP 0921 S89086

## MAI 1968 – MAI 2018

### /// ÉDITO ///

DE MAI 1968 À MAI 2018

### /// MAI 1968 - MAI 2018 ///

50 ANS DÉJÀ, COUCOU  
NOUS REVOILÀ ? // ANALYSE  
ET CRITIQUE // NOUS  
SOMMES TOUS DES PRE-  
MIERS DE CORDÉES !

### /// SOCIÉTÉ ///

LA FÉE ELECTRICITÉ ET LES  
SYRIENS DES IZARDS // TÉ-  
MOIGNAGE DE LA MAISON  
D'ARRÊT DE SEYSSES // RI-  
POSTE

### /// RÉFLEXION ///

FASCISME ET ANTIFAS-  
CISME EN 2018 // RETOUR À  
1312

### /// ÉCOLOGIE ///

AGROÉCOLOGIE ET FAS-  
CISME

### /// LUTTES ///

COURRIER D'UN LECTEUR  
EN LUTTE // CARREFOUR EN  
GRÈVE !



2 EUROS /// N°159  
MAI-JUIN 2018

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

# DE MAI 1968 À MAI 2018

En pleine période des trente glorieuses, les acteurs de 1968 aspiraient à vivre mieux. Encore bercés, malgré la seconde guerre mondiale, par les échos de 1936 en France et en Espagne, ils portaient en eux un projet de vivre ensemble, un projet de société. Les ouvriers avaient conscience de leur classe, les jeunes se mobilisaient contre l'oppression et la moralité bourgeoise. Tous, luttant contre le système de l'époque, espéraient construire un monde nouveau pour le lendemain. Dans l'imaginaire de beaucoup, le monde communiste, loin de sa réalité dictatoriale, inspirait une façon d'être et de construire collectivement.

Qu'en est-il cinquante ans après ? Les enfants de 2018 sont les enfants de la crise. Bon nombre d'entre eux n'ont jamais connu cet état de fait. Les préoccupations matérielles de subsistance ont remplacé les perspectives de long terme et le "vivre ensemble" à fait place "au chacun pour soi". En 1936, la Catalogne et l'Espagne se levaient ensemble pour une révolution humaniste et globale qui dépassait les frontières. En 2018 elles se déchirent sur des revendications nationalistes et identitaires.

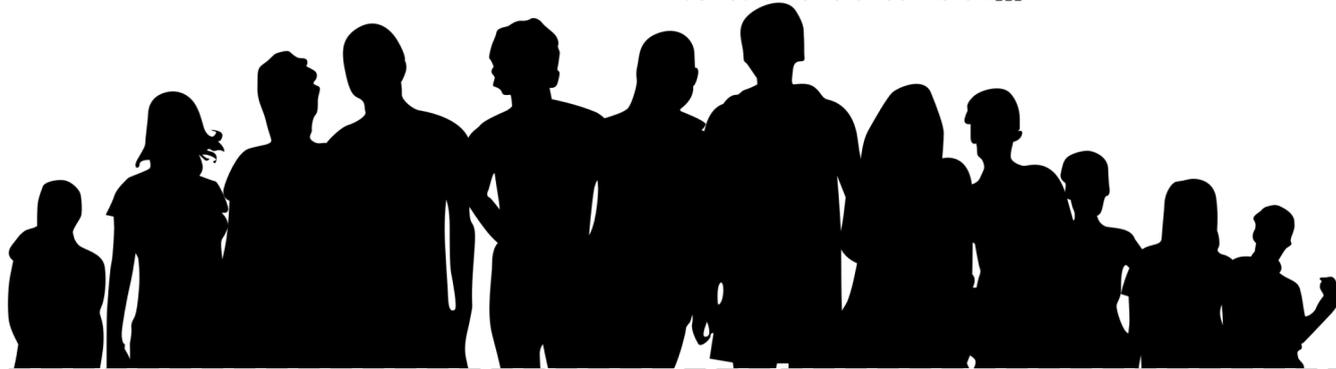
Les travailleurs ne se reconnaissent plus en tant que tel mais préfèrent s'identifier à d'autres critères d'appartenance, religieux, nationaux ou ethniques. Loin d'assumer la fierté qu'ils devraient avoir que de tout produire et tout construire, ils se dénigrent et aspirent à désertir les rangs dès que possible. Influencés par le capitalisme, le désir de beaucoup n'étant plus de vivre avec les autres mais de vivre contre et au détriment des autres.

Peut-être plus profond encore est la décomposition idéologique et pratique de l'extrême gauche. Profondément pénétrée par les idées postmodernes, le projet collectif a fait place à des revendications autocentrées et égoïstes. Plutôt que chercher des solutions universalistes, ils s'enferment dans leur plus petit dénominateur commun et s'excluent les uns les autres en des réunions « non mixtes » ou « non blancs ». Leur perte de repères et de réflexion est telle qu'ils se trouvent pour certains à couvrir et s'allier à la cause religieuse, cause rappelons-le, oppressives et manipulateur s'il en est.

Pendant ce temps le capitalisme triomphant continue sa progression dévastatrice et inhumaine. Non content de revenir sur les acquis de 1968, il détruit peu à peu ceux de 1936 et de 1945 voire ceux de 1905 en réaffirmant officiellement les liens de connivence entre l'Eglise et L'Etat. Pendant que les souris dansent, occupées à se regarder le nombril, lui renforce la position de sa classe, celle des bourgeois.

Reste malgré cela ici et là des poches de résistance. Des individus s'organisent en solidarité avec les réfugiés, non pas parce que ceux-là soit homme ou femme, ou bien de telle ou telle confession religieuse, mais juste pour le fait qu'ils soient Humains. Les zadistes tiennent fièrement leurs positions défendant des perspectives de long terme sur la préservation de l'environnement. Dans les entreprises les luttes fleurissent et, même s'ils sont malheureusement isolés, nombreux sont les exemples des travailleurs qui ont décidé de rester debout et de ne pas se résigner.

**Aujourd'hui résistons ensemble, demain nous construirons ensemble ! //**



## ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 Rue Saint-Rémésy, 31000 Toulouse  
[contact@cntaittoulouse.lautre.net](mailto:contact@cntaittoulouse.lautre.net)

## ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rues St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

[contact@cntaittoulouse.lautre.net](mailto:contact@cntaittoulouse.lautre.net)

## POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. S'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

## REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE PRECEDE DE LA MENTION :  
 "Anarchosyndicalisme ! 159 / MAI-JUIN 2018 / cntaittoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle de la CNT-AIT Grand Sud  
 7 Rue Saint-Rémésy 31000 Toulouse - Imprimé le 16 Mai 2018 sur les presses d'Axion-  
 Repru 9 Rue Bessières, Montauban - Directeur de la publication : Entremond Nicole

**MAI 68, MAI 2018, 50 ANS DÉJÀ, COUCOU NOUS REVOILÀ ?\*1**

A l'heure où ces lignes paraîtront, il y aura sans doute peu de chances de voir l'actuel mouvement social se transformer en épisode insurrectionnel de l'ampleur de Mai 1968, qui a été, faut-il le rappeler, le mouvement de grève le plus important du XX<sup>e</sup> siècle avec plus de 11 millions de grévistes et des centaines d'usines occupées, un épisode majeur de luttes sociales dépassant en intensité 1936 et 1995. Le pouvoir et ses habituels partenaires (syndicats et partis de gauche) ont été totalement pris de court par l'ampleur et la rapidité avec laquelle ce mouvement de contestation s'est étendu, échappant à toute tentative de contrôle. Véritablement traumatisés par ce tremblement de terre social qu'ils n'avaient pas vu venir, oligarchie politique et directions syndicales vont dans les décennies suivantes mettre tout en œuvre pour qu'un épisode similaire ne puisse plus se reproduire : plus jamais ça (comme l'annonçaient les affiches gaullistes après la défaite et la reprise du travail en Juin 1968).

Cette hantise de la perte de contrôle poussera les directions syndicales à adopter des stratégies minimalistes menant les luttes successives de reculade en reculade à de multiples défaites. Habitées par la même peur de perdre le contrôle, les gouvernements successifs de ces dernières décennies continuent à profiter de la défaite des années 1970 pour œuvrer à la défense des intérêts de la bourgeoisie, conduisant une véritable contre-offensive, tout en évitant malgré tout les provocations trop flagrantes.

Exception notable parmi tous les gouvernements qui ont été en charge des affaires, le gouvernement Macron semble échapper à la crainte d'une réplique insurrectionnelle façon 1968 ; bien au contraire ses provocations multiples et délibérées sembleraient prouver qu'il souhaite ardemment une confrontation, dont il pressent qu'il sortirait aisément vainqueur, auréolé de la gloire d'avoir rétabli l'ordre. Mais la culture de l'arrogance et de la provocation peuvent parfois trouver leurs limites et le futur n'est pas encore écrit.

Jusqu'à cette exception macronienne, le syndrome de la peur d'un possible retour de Mai 1968 a donc hanté les pouvoirs successifs qui ont donc, en tout premier lieu, repensé leurs stratégies de maintien de l'ordre (en équipant notamment leurs policiers de façon à les rendre le moins vulnérables possible, en créant de petites

unités mobiles chargées des interpellations, en mettant en place des tactiques de passage des manifestants, etc).

En amont le renseignement s'est vu accorder une importance et des moyens accrus, la vidéo surveillance généralisée et les écoutes téléphoniques massives renforçant de façon significative les moyens d'anticipation de la police. L'arsenal judiciaire s'est aussi très considérablement musclé avec la banalisation d'un bon nombre des dispositifs de l'état d'urgence.

Parallèlement au renforcement des moyens policiers et judiciaires, le système a inventé au niveau économique l'arme anti-grève absolue : le crédit. L'endettement généralisé de la population rend évidemment beaucoup plus difficile le maintien d'une grève générale de longue durée. Face à cette montée en puissance des dominants les classes populaires ne sont pas au mieux de leur forme. La désindustrialisation et la délocalisation ont condamné une grande partie de la classe ouvrière au chômage et l'ont enfermée dans des soucis quotidiens de survie, de précarité. La représentation que la classe ouvrière se faisait d'elle-même s'est dégradée, les réflexes de solidarité ne sont plus si sûrs, la conscience de sa force s'est amoindrie ; encouragés en sous-mains, communautarisme et xénophobie ont aussi entamés leurs sournois travaux de division.

Vingt années après sa victoire sur le mouvement révolutionnaire des années 1970, le système remporte une seconde victoire en assistant à l'effondrement du bloc soviétique (événement également largement imprévu).

Fort de cette double victoire, bénéficiant en outre du discrédit qui frappe la social démocratie pour cause de connivence flagrante, le capitalisme triomphe donc, sans pour autant oublier qu'un retournement de situation est possible, quoique improbable. Afin de contenir un éventuel retour de troubles sociaux, le système n'hésite pas à favoriser l'émergence d'un fascisme new-look qui à défaut de servir de dernier rempart, peut toujours être employé au détournement des colères et des frustrations.

Dans cette véritable reconquête ou « *reconquista* » idéologique et politique à laquelle se sont livrés les différents gouvernements de droite ou de gauche (tous au service du patronat et de la bourgeoisie), cherchant à rétablir la liberté d'exploiter, les états-majors syndicaux se sont révélés de précieux alliés. Traumatisés par ces fameux événements de Mai, au cours desquels ils avaient totalement perdu le contrôle sur leur base, ils ont délibérément choisi pendant des années un repli stratégique par crainte de l'émergence d'un conflit dur qu'ils seraient incapables de maîtriser. Même lors de fortes mobilisations, ils opteront pour des tactiques de lutte en pointillés, qui font alterner temps forts de manifestations et répit de 3 semaines, véritable interruptions dans la tension toujours propices à la baisse d'enthousiasme et au découragement.

En dernier recours et conformément aux saintes lois marxistes, les participants aux mouvements sociaux étaient cordialement invités à donner une suite électorale à leur légitimes colères, en déposant dans l'urne à l'occasion du prochain scrutin un bulletin de vote « *gauche véritable garantie* ».

En cinquante années, les conditions de vie des classes populaires se sont détériorées et l'opération de reconquête des patrons ne semble rencontrer qu'une résistance résignée qui n'espère plus de victoire.

Pourtant l'avalanche de réformes capitalistes qui s'abat sans discontinuer avec ce dernier gouvernement, suscite un mécontentement et une colère légitimes. Cette colère arrivera-t-elle à inquiéter un état qui s'est préparé depuis des décennies à contenir un mouvement social, c'est peu probable sans doute.

Mais une classe de privilégiés qui manifeste à ce point son assurance, sa morgue et son désir d'humilier ne peut pas susciter d'adhésion au projet de société qu'elle défend. C'est sans doute cette trop grande confiance dans sa capacité à assurer sa domination qui constitue le point faible de l'édifice : historiquement, l'abus de mépris s'est toujours avéré dangereux pour la santé des dominants. Le mouvement de Mai 1968 a été très largement spontané, très largement anti-autoritaire, fondamentalement hors contrôle. Les différentes avant-gardes révolutionnaires n'y ont joué qu'un rôle marginal, les protagonistes de Mai étaient pour la plus part des inorganisés, des nouveaux venus, des apprentis es-révolution. Et, c'est bien ce phénomène qui a tant inquiété les autorités : des gens ordinaires (ceux justement qu'on ne surveille pas) se transforment brusquement et massivement en émeutiers, en révolutionnaires, soucieux de reprendre collectivement leur destin en mains, s'auto-organisent en dehors de toute hiérarchie et s'inventent une vie nouvelle infiniment

plus riche que celle à laquelle les condamnaient le système. Cette spontanéité a été tout à la fois la force et la faiblesse de ce mouvement qui n'a pas su durer, mais qui a quand même très sérieusement ébranlé le principe d'autorité, provoquant chez nombre de détenteurs de pouvoirs le cauchemar récurrent du retour de l'anarchie. //

.....  
\*\_1: Slogan célèbre des années 70 que l'on reprenait avec enthousiasme à toutes les manifestations (1 an déjà, coucou nous revoilà..) espérant voir revenir le joli mois de mai qui hélas n'est jamais revenu.... du moins jusqu'à présent.



**CONTACTS DANS LA RÉGION**

*Côte méditerranéenne :*

- Béziers : cnt-ait34@outlook.fr

*Autour de Toulouse :*

- Montauban : table de presse le samedi de 10h30 à 12h, au marché du Jardin des plantes
- Volvestre : cnt-ait-volvestre@ouvaton.org

*Nord de la région :*

- Lot : cnt-ait-quercyrouergue@mailoo.org

**POUR NOUS RENCONTRER/CONTACTER :**

Passer discuter autour d'un café, nous sommes disponibles tous les samedis de 17h à 19h, au 7 Rue Saint-Rémésy, 31000 Toulouse.

Ou passer aux tables de presse sur les marchés, les Dimanches matin à Toulouse (sur les allées Jules-Guesdes à partir de 10h30 et à celui de Saint-Aubin vers 12h30).

Mail : [contact@cntaittoulouse.lautre.net](mailto:contact@cntaittoulouse.lautre.net)  
Site : <http://www.cntaittoulouse.lautre.net>  
Facebook : CNT-AIT - Toulouse

# 1ER MAI 2018 ANALYSE ET CRITIQUE

1er Mai 2018, un an après l'élection d'E. Macron, cette manifestation intervenait après une année de lutte acharnée contre les pauvres et les classes moyennes au profit des plus riches : ordonnance enterrant le code du travail, baisse des APL, suppression ISF et de l'exit tax, augmentation du contrôle des plus pauvres par les services sociaux (flirtant de près avec du harcèlement), durcissement des politiques d'accueil des réfugiés, augmentation de la CSG des retraités, destruction du statut de cheminot, ...

Nombreux sont ceux qui sont descendus dans la rue pour exprimer leurs mécontentements, ce qui est en soi une réussite. Oui, mais après ... dans sa posture hautaine affichée et assumée du mépris des plus pauvres, le gouvernement s'est contenté de compter les manifestants comme le berger compte ses moutons. Disons le, si les Blacks Blocs ne s'étaient pas joint au cortège, les manifestations n'auraient pas ou peu été relayées par les médias, sinon en fin de journal quelque part entre la vente du muguet et les vacances de printemps.

Nombreux sont ceux qui sont descendus dans la rue pour exprimer leur mécontentement, ce qui est en soi une réussite. Oui, mais après ... dans sa posture hautaine affichée et assumée du mépris des plus pauvres, le gouvernement s'est contenté de compter les manifestants comme le berger compte ses moutons. Disons le, si les Blacks Blocs ne s'étaient pas joint au cortège, les manifestations n'auraient pas ou peu été relayées par les médias, sinon en fin de journal quelque part entre la vente du muguet et les vacances de printemps.

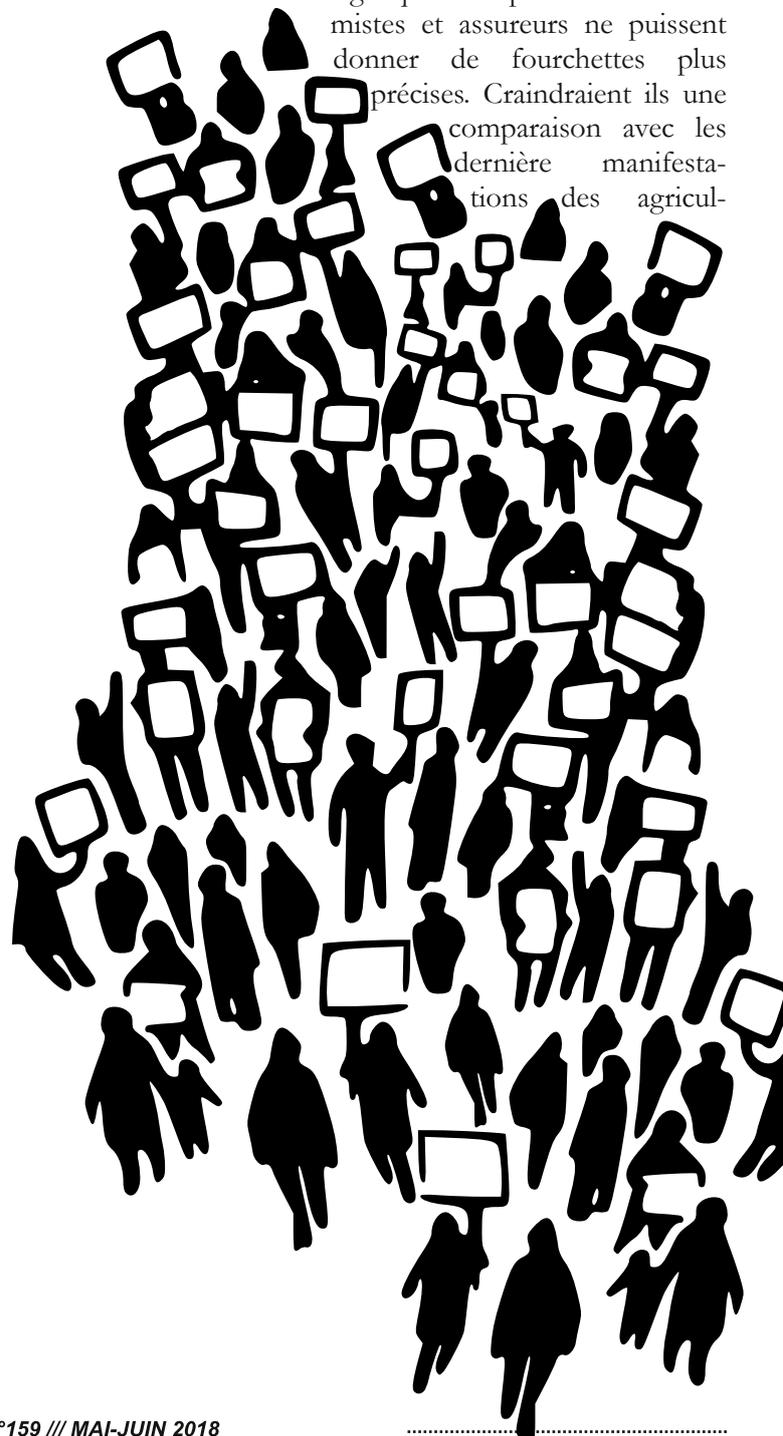
La violence du mode opératoire, voilà ce qui a été souligné par les chaînes de (dés)information continue. Celles là mêmes qui passent la violence institutionnelle sous silence, qualifiant même de courageuses les lois précarisant les plus pauvres et faisant l'éloge de la "modernité" qui n'est que la destruction des acquis sociaux gagnés par les luttes ouvrières passées. Les médias donc, ceux là mêmes qui de concert avaient outrageusement prêté allégeance au candidat Macron il y a un an, et qui aujourd'hui se plaisent à abreuver le spectateur d'images chocs en taisant les raisons de la colère.

La violence, mais de quelle violence parle-t-on ? Les ordonnances qui ont "réformé" le code du travail n'auront des effets visibles que d'ici quelques années. Elles précariseront les nouveaux entrants sur le marché de l'emploi en supprimant leurs primes de déplacements, les paniers repas, en limitant le gain des heures supplémentaires. Ceux qui ne voient pas là de la violence sont des nantis qui n'ont jamais connu la faim ni les fins de mois difficiles. Que se passera-t-il lors de la prochaine crise économique ? Le cocktail crise/flexibilité va envoyer des milliers de familles dans la misère et la pauvreté, son effet sera bien plus dévastateur que n'importe quel cocktail Molotov. Les médias nous parleront-ils de violence quand les bidonvilles recommenceront

à fleurir ?

D'autres images ne nous parviennent pas, celles de la violence quotidienne, celles des familles de réfugiés qui ont du fuir les bombardements et qui sont actuellement dans l'obligation de dormir à même le sol dans des habitations délabrées, pour celles qui ont le "privilège" d'avoir encore un morceau de toit au-dessus de leurs têtes. Celles là même que l'Etat s'était engagé à accueillir, lequel malgré ses promesses envoie les forces de l'ordre détruire encore un peu plus leurs habitations précaires, ou s'applique à leur supprimer l'eau et l'électricité au détriment de toute considération humanitaire.

Quel fut le coût matériel des événements de ce 1er Mai ? Etonnement à ce jour, les chiffres ne sont pas communiqués. Ils seraient estimés à quelques centaines de milliers d'euros. Il est étrange que les spécialistes économistes et assureurs ne puissent donner de fourchettes plus précises. Craindraient-ils une comparaison avec les dernières manifestations des agricul-



teurs, qui ont coûté au contribuable plus de 650 000 € (1) rien que pour le périphérique toulousain , et plus de 700 000 € (2) à la ville de Montauban ? Il faut apprécier la différence de traitement de l'information par les médias qui ont trouvé bien des raisons aux actions des agriculteurs et qui n'en n'évoquent aucune pour les jeunes du Black Blocs.

Dans tous les cas le coût des dégâts du 1er Mai sera comparable à une goutte d'eau dans l'océan lorsqu'on sait que la suppression de l'ISF aura pour le contribuable un coût de plus de 3 200 000 € (3).

Les directions des syndicats réformistes se sont quant à elles, comme à l'accoutumé, empressées de jeter l'opprobre sur les jeunes cagoulés. Il est vrai qu'après leur cuisante déroute depuis un an, entre les ordonnances et le reste, et celles à venir de la SNCF, il n'y a aucun changement stratégique-tactique à opérer ou remise en question à effectuer ! Le gouvernement en place n'a aucune intention de négocier. Il impose ses choix et les ouvriers n'ont qu'à s'y plier. Il est nécessaire, même vital pour la classe ouvrière de créer le rapport de force. Si le mode opératoire des Black Blocs ne convient pas aux centrales syndicales, que proposent-elles à la place ?

Le contexte politico-économique actuel peut en partie permettre d'expliquer et comprendre les raisons de la colère d'une partie de la jeunesse. Les stratégies mise en oeuvre n'en restent pas moins critiquables. Les reproductions à l'identique des mêmes modes opératoires permettent à leurs ennemis, ici l'Etat, de se structurer et de proposer une réponse adéquate. Comme nous l'avons évoqué ci-dessus, relayé par les mass-médias, les images chocs propagées en boucles serviront à effrayer une partie de l'opinion et à isoler les groupes d'individus en noir.

Le choix des cibles n'est pas anodins, si le Mc Donald est bien identifiable comme symbole, bien qu'éculé, du capitalisme et de la mal bouffe, la brasserie de quartier porte un message négatif. Il est certain que si l'attention des Black Blocs s'était porté sur les horodateurs, au demeurant symbole de la pression fiscale de l'Etat, le gain de sympathie qu'ils auraient pu espérer rencontrer vis à vis des contribuables aurait probablement été plus important.

Peut être l'idée même ne les a pas effleuré. Pour cause une certaine distance par rapport au monde réel et au "quidam". Rejetant la société capitaliste ces jeunes ont pro-

bablement du rompre les ponts avec bons nombres des contraintes quotidiennes auxquelles sont confrontés les travailleurs. C'est bien ici une des principales critiques que nous pouvons leur adresser et que l'Etat ne cesse d'exacerber. Ils ne désirent pas faire avec les gens, mais décident de faire pour les gens. Ils se considèrent comme une avant garde éclairée qui se doit de montrer la voie. Tout en promettant de décapiter le premier de cordée, ils se placent de fait eux même dans la posture qu'ils dénoncent.

Pour en revenir au Mc Donald, il serait plus pertinent, que les salariés de cette chaîne refusent d'une part de travailler un 1er Mai et d'autre part enclanchent eux même une action sur leur lieu d'exploitation, comme il semble au demeurant se dérouler actuellement.

S'en suit le manque de proposition, de projet social, de désir d'avenir. Patchwork improbable de diverses sensibilités politiques les différents composantes du Black Blocs ne s'entendent en fait que sur l'action. Si le désir de détruire le monde capitaliste actuel semble faire chez eux l'unanimité, les ébauches et perspectives de construction d'un nouveau monde semblent être absentes.

Si nous pouvons entendre le pourquoi de la révolte, restent entre eux et nous des divergences sur le comment et avec qui. Les membres du Black Bloc pensent probablement induire de leurs actions un mouvement de sympathie capable de déstabiliser et renverser le pouvoir en place. Pour nous, le manque de perspectives et d'explications constituent un frein. Dans une bataille, le fait de partir trop tôt à l'assaut peut être dommageable. Mettre un terme à ce monde injuste et nauséabond n'est pas chose facile sans quoi cela aurait déjà été fait. Mais il tient à nous de ne pas séparer les moyens et les fins. De ne pas recréer une élite qui pense et qui agit pour les autres. La voie pour aller vers une véritable démocratie, vers l'anarchie nécessite, la concertation et l'accord de tous, c'est à dire une prise de conscience généralisée. Cela peut nécessiter du temps, de la pédagogie et de la patience. Mais entendons nous, la révolte contre l'oppression est chose salutaire. //

\*\_1: La Dépêche du midi, le 20/02/2018

\*\_2: La Dépêche du midi, le 26/01/2018

\*\_3: Reuters

## Nous sommes tous des premiers de cordées !

Les modèles que nous proposent les politiciens est simple. Un est au-dessus et les autres sont en dessous. Ils nous proposent ce modèle car ils comptent bien être ceux qui sont au-dessus. Et nous, ils nous maintiennent en dessous. La tête sous l'eau au presque, nos salaires nous permettent à peine de respirer et de vivre. Ils nous disent qu'il faut un chef pour nous montrer la voie. C'est FAUX ! Nous pouvons et nous devons grimper et construire ensemble. Pas les uns en dessous des autres mais les uns à côtés et avec les autres. La corde pour nous assurer les uns les autres c'est la SOLIDARITE ! Elle n'est pas verticale mais horizontale. Nous montons tous ensemble, à chacun son chemin, mais si quelqu'un tombe, les autres le retiennent. Nous écoutons les conseils de ceux qui escaladent avec nous. Nous déterminons ensemble quel est le meilleur passage. Comme dans une mêlée de ruddy, nous poussons ensemble ! Que l'adversaire soit une montagne à gravir ou des chefs qui veulent garder le pouvoir, nous devons agir de la même manière. Ils cherchent à nous diviser pour régner, nous devons être solidaire pour les dégager. Nous voulons être libres, nous voulons être dignes. **Il est assez de se faire marcher dessus. Nous n'avons pas besoin de premier, nous sommes tous les premiers de cordées !**

Texte écrit en supplément du numéro 158 de Anarchosyndicalisme: "Un Autre Futur" diffusé lors du 1er Mai 2018.

# LA FÉE ÉLECTRICITÉ ET LES SYRIENS DES IZARDS

Il était une fois un squat fait de petites maisons accolées au croisement de deux rues dans un quartier en pleine expansion – c'est à dire en pleine rénovation – aux Trois-Cocus à Toulouse, à la sortie du métro du même nom.

Or les maisons appartiennent à la ville de Toulouse qui les a achetées à des propriétaires privés de beaux immeubles doivent s'élever à la place de ces maisons, inhabitées, dites inhabitables (tuyaux arrachés, fils coupés, etc) et qui a aussi délogé les derniers commerçants.

Mais c'était sans l'ingéniosité de « nos » Syriens. Ils sont tous originaires de la ville de Homs, tous parents peu ou prou, arrivés en famille après mille péripéties. Leur première vague (plus de 250) avaient occupé une barre d'immeuble HLM à deux pas et la majorité avait été relogée, d'autres simplement expulsés (selon les situations administratives et le recensement fait par l'association FRANCE HORIZON à telles dates en omettant les absents). Certains relogés avaient fui le CADA pour revenir auprès de la famille à Toulouse et avaient intégré un nouveau squat – des petites maisons dans le même quartier.

Des familles syriennes en squat avaient fait l'objet de nouvelles expulsions – et les maisons encore mieux détruites à l'intérieur et fermées par des parpaings.

De nouvelles petites maisons furent ensuite investies de l'autre côté du carrefour – et ce fut près de 60 personnes relogées en septembre 2017 mal ou bien (donc certains repartis dans un nouveau squat toujours dans le même quartier).

Puis de nouvelles familles arrivèrent. Toujours des Syriens de Homs, cette ville parmi les premières soulevées en 2011-12 et détruite à 95%. Ceux-là entrèrent dans les maisons et les boutiques du carrefour, ces maisons avaient été fermées, cloisonnées côté rues, ils les ouvrirent côté jardin-parking ... et entrèrent et s'installèrent.

Ils rebranchèrent l'électricité, firent des travaux élémentaires. Électricité pour y voir, électricité pour se chauffer, électricité pour boire le thé rouge et faire à manger (même s'il y a eu aussi quelques chauffages à fuel et

une vieille cheminée réemployée).

Et cela dura x mois. La plupart des occupants de ce squat étaient arrivés à la fin de l'été 2017, d'autres à l'automne, la famille la plus ancienne datait de la grande barre, les derniers de l'hiver. Ils étaient bien au total une quarantaine, et plus.



Nous depuis 2016, nous avons écrit nombre de courriers à la Préfecture chargée du logement des réfugiés (et sous Hollande les Syriens passaient pour des réfugiés privilégiés, tous les réfugiés souhaitaient être Syriens pour ne pas être expulsés, pour avoir plus vite (hum hum) un logement, des papiers) ... Nous, bénévoles, agglomérat de personnes diverses dont le nombre décroissait mais qui continuait. Moi, membre de SIA, et de ces associations informelles que je formais avec les autres ... REMISOL (réfugiés migrants solidarité) etc. Nous nous réunissions. Nous faisons un certain boulot d'assistantat. Nous apprenions les méandres des administrations françaises, la joie de l'informatique en panne à la Préfecture, les complications de tous ces rendez-vous administratifs, l'accompagnement à Pôle emploi ou chez les assistantes sociales – il y avait du travail pour qui en voulait !

Nous apprenions ainsi que la

Mairie de Toulouse collaborait – ce qu'elle n'était pas obligée de faire – avec la Préfecture pour loger en HLM les réfugiés, donc les Syriens ayant obtenu le statut de réfugié (en règle générale, celui de réfugié subsidiaire, ce qui ne garantit pas, contrairement au statut « noble » de réfugié, de rester sur le territoire français si la France décide que votre pays n'est plus en guerre). Alors nous avons adressé nos courriers de demande de logement des réfugiés syriens des Izards à la Préfecture et à la Mairie.

Pour ceux qui ont été relogés en septembre 2017, nous avons espéré leur relogement avant l'été vu les conditions sanitaires – pour ceux à présent en attente, et après chaque fois des procès expulsion à l'initiative de la Mairie et de la Préfecture pour insalubrité et occupation sans droit ni titre, nous espérions leur relogement à l'issue de la période d'hiver, donc en avril. Même s'il est vrai qu'il y a des situations administratives diverses, quasiment ont le statut de réfugiés subsidiaires et leurs noms sont connus aussi bien par la Mairie que par la Préfecture – liste communiquée par nous. Trois familles ont été relogées. Les autres attendent. Deux femmes enceintes ont accouché. Une autre femme est enceinte. Il y a d'autres enfants. Ils vont à l'école primaire. Mais les parents vont peu apprendre le français (la plupart analphabètes).

Mais ils ne sont pas relogés. Ils attendent, nous attendons avec eux. C'est avec deux ou trois d'entre eux que nous nous rendons à la Préfecture et à la Mairie apporter nos lettres. Nous savons attendre pour être reçus. Nous devons, avec eux, être reçus, pensions-nous en avril pour parler de leur relogement. Le 5 de ce mois, il y avait une réunion commune Mairie-Préfecture à laquelle nous n'avons pas été conviés. Nous attendons la suite.



Ne pas se faire oublier.

Entre temps, le mercredi 25 avril 2018, branle-bas de combat. L'électricité est coupée dans les petites maisons et magasins squattés du carrefour des Trois-Cocus.

Courriers électroniques, courrier papier, appels téléphoniques, délégation à la Mairie et à la Préfecture ... rien. Qui a coupé ? Nul ne le sait : « Un homme, nous disent les Syriens. Mais qui ? Ce n'est pas EDF. C'est Enedis qui s'est trompé pour couper, nous rapporte-t-on des Services sociaux de la Mairie : « Nous faisons remettre l'électricité demain matin jeudi 27 ».

Mais le jeudi, calme plat, toujours pas d'électricité. Rappels et courriers électroniques. « C'est ordre du Maire, nous ne pouvons rien faire ».

Re-prévenir partout. Idée de faire un sacré reportage à distribuer sur Youtube par exemple pour une bonne publicité. « Ce n'est pas le Maire, c'est Enedis qui s'est trompé ».

Bébés et femmes enceintes et tous les autres. Mobilisation. Faire intervenir le corps médical et tutti quanti. Etre présents le jeudi en fin de matinée à l'accueil de la Mairie, place du Cap', bien sûr avec des Syriens (4 pères de famille, dommage aucune femme ce jour-là avec nous, et 3 bénévoles).

Le vendredi 28 à 18 h, tout sera remis en ordre, c'est à dire avec fée Electricité.

Explications fournies : « C'est une erreur, un manque de coordination. L'électricité devait être coupé quand les Syriens seraient relogés – mais il n'y a pas encore de relogement – ce ne sera pas fin avril et l'autre Service de la Mairie n'a pas eu contre-ordre et il a coupé le courant – en plus, c'était trop dangereux tous ces fils sur un compteur dans une cour à la pluie – risque d'incendie ».

« Nous proposons de reloger les familles urgentes, dit la Préfecture. Refus poli de notre part comme de

l'autre entité, le Service social de la Mairie.

A défaut, quelle solution ?

La Préfecture à Toulouse ne veut plus payer de chambres d'hôtel et sort peu à peu les occupants. Ouf pas d'hôtel pour les Syriens des Izards (on ne peut s'y faire à manger et ce n'est pas forcément à Toulouse ni proche de la famille).

Alors ? Discussions. Alors ? Alors le Service (je crois celui Architecture, en tout cas celui qui a oeuvré pour couper le courant) de la Mairie va remettre l'électricité. Mais comment faire ? Hors de question que la Mairie cautionne le système syrien de branchement. Alors ? Impossible d'ailleurs vu comme il a bien été coupé. Alors ? Les techniciens proposent d'attraper le courant sur la rue, de faire passer un câble au-dessus des parpaings qui condamnent la cour côté rue et d'installer grâce à ce câble deux transformateurs de chantier pour que toutes les familles syriennes puissent se rebrancher. Ainsi la Mairie est responsable des transformateurs – de beaux quasi-neufs transformateurs de chantier avec des prises où pourront se brancher les familles.

Déjà eux discutent entre eux, il y a celui qui veut plus de prises parce qu'il a deux machines à laver dont se servent toutes les familles. Il y a la famille qui réclame à peine et celle qui ergote – même notre interprète ne peut pas suivre toutes les discussions.

Les Services techniques seront là jusqu'à 18 heures et plus ce vendredi 27. Ainsi les Syriens, qui attendent un jour leur relogement, ont quand même à nouveau l'électricité. Pouvoir boire et manger chaud. Pouvoir chauffer l'eau pour les bébés (même s'il n'y a qu'un point d'eau).

Je pense que si nous n'étions pas intervenus, auraient-ils pu avoir à nouveau l'électricité ? Les Services municipaux leur ont précisé qu'ils étaient responsables des deux transformateurs de chantier jusqu'à leur départ.

Enjeu l'électricité – qui fait pression ou tente de faire pression sur qui ?

Nous espérons qu'enfin les habitants de ce squat de petites maisons seront bientôt logés : juin 2018 ? Nous espérons être conviés à une réunion Mairie-Préfecture, en savoir plus bientôt.

Pendant ce temps-là – avril 2018- un deuxième squat a été ouvert par d'autres Syriens de Homs. C'est un premier étage encore habité il y a deux mois, un squat de luxe par rapport au précédent – 4 petits appartements de 1er étage au-dessus de magasins sur une seule rue. Un huissier est venu prendre leur identité. Il y a eu procès reporté vendredi 4 mai et le procès devrait avoir lieu vendredi 18 mai. Nous avons chargé un avocat d'assurer leur défense au titre de l'aide juridictionnelle contre le propriétaire actuel (en négociation d'achat de son bâtiment avec la Mairie de Toulouse).

Affaire à suivre ... //

Camille membre de SIA



# TÉMOIGNAGE DE LA MAISON D'ARRÊT DE SEYSSES

Samedi 14 Avril 2018, un détenu a trouvé la mort à la maison d'arrêt de Seysses, le Mercredi suivant un deuxième détenu est également décédé. En quelques jours deux jeunes personnes sont donc mortes des suites de leur détention dans ce lieu, il s'agit d'un précédent d'autant plus grave, que même s'agissant d'une prison, il semblerait que tout cela se soit produit dans des conditions suspectes. Pour contribuer à ce que tout le monde puisse en juger nous relayons le témoignage ci-dessous écrit par des prisonniers présents à Seysses au moment des faits.

J. avait 26 ans. Samedi dernier, il était au mitard, dans une « cellule disciplinaire » de la prison de Seysses. Il y est mort. Les médias relaient une version des faits, une seule : celle des matons, les « surveillants ». Mais nous, on y vit, dans cette prison. Et on n'est ni sourds, ni aveugles. On sait que sa mort a été provoquée par la violence des matons affectés au mitard. Non, J. ne s'est pas suicidé.

Si plus d'une centaine de prisonniers ont refusé de remonter en cellule plusieurs jours de suite cette semaine, c'est parce que c'est tout ce qu'on peut faire pour protester, ici. J. est mort au mitard, et l'autopsie aurait conclu à un suicide. Mais on sait que ce n'est pas le cas, car il y a des témoins qui étaient présents dans les cellules environnantes lors de son passage à tabac, qui ont tout entendu, qui ont assisté à tout ça. C'est suite à un déferlement de coups que J. est mort samedi. Pensez-vous que nous serions 200 prisonniers à refuser de remonter en cellule et à déployer une banderole dans la cour de promenade si nous n'étions pas convaincus de leurs mensonges ?

Tous ceux qui sont passés par le quartier disciplinaire pourront témoigner des humiliations qu'ils y ont subi, des insultes racistes, des crachats à la figure, des ordres donnés comme si on était moins que des chiens... Là-bas, celui qui a le malheur de « la ramener » peut finir comme J. : pendu. Aucun droit n'est respecté dans ce mitard. Les promenades ont lieu au bon vouloir des surveillants, et en général il n'y en a pas. L'accès au douches nous y est refusé, et il peut se passer quinze jours sans qu'on puisse y aller. Pareil pour l'accès au feu, pour allumer une cigarette : c'est maximum trois fois par jour et ils usent de beaucoup de zèle, il faut presque les supplier. La peur y règne, et y aller est pour chacun d'entre nous, prisonniers, une vraie descente aux enfers.

Cet hiver, plusieurs prisonniers se sont retrouvés dans ce mitard sans matelas, sans couverture et sans vêtements, alors qu'il faisait moins cinq degrés. Juste parce qu'ils avaient tapé sur la grille de leur cellule pour réclamer à manger ou avoir du feu. Ils ont dû dormir par terre, nus, sur un coussin, et manger « la gamelle » dans des barquettes qui arrivaient ouvertes, apparemment déjà utilisées.

J. a été battu par cinq ou six surveillants, pendant plus d'une demi-heure. Puis il y a eu un grand silence, et les surveillants se sont mis à discuter entre eux, à estimer son poids et sa taille pour s'accorder sur une version des faits. Puis ça a été l'heure de la gamelle et, quand sa cellule a été rouverte, ils ont fait mine de le découvrir pendu. Alors le Samu est intervenu et a tenté de le réanimer, en vain. Le lendemain, ils ont libéré tout

le monde du mitard et personne n'a été entendu, même pas le chef ni les gendarmes. Ça montre bien qu'ils ont des choses à cacher, qu'on ne vienne pas nous dire le contraire.

Certains d'entre nous (sur)vivent dans cette prison de Seysses depuis plusieurs années, ou y font beaucoup d'allers-retours. Cette situation n'est pas nouvelle, et d'autres « morts suspects » ont eu lieu ici ces dernières années. Nous avons vite compris que notre parole ne valait rien face à la leur, mais nous savons aussi que beaucoup dehors s'interrogent ou ont déjà compris leur petite mascarade. Qui tue.

C'est très difficile pour nous de donner des preuves de ce qu'on avance. Ici, nous sommes enfermés, et chaque information qui arrive dehors risque d'avoir de graves conséquences pour nous. Pourtant il faut que ça se sache, car nous sommes en danger de mort. Les surveillants jouent avec nos vies dans ce quartier disciplinaire.

C'est plus que de l'humiliation ; ils nous terrorisent, et ce qui est arrivé à J. pourrait arriver à chacun d'entre nous.

Nous dénonçons aussi les pressions qui sont faites sur les prisonniers qui ont assisté aux faits. Les témoins malgré eux de ce qui s'est passé samedi dernier subissent des pressions psychologiques et sont très clairement menacés de transfert. Tout semble mis en place pour les pousser à bout. Ainsi, cinq d'entre nous ont déjà été transférés suite au blocage de la promenade et sont désormais à Lille, Bordeaux, Sedequin... Considérés comme « meneurs », on ne les a même pas laissés embarquer leurs affaires personnelles. C'est comme ça que la prison est tenue maintenant, en nous menaçant d'un « transfert disciplinaire » qui nous éloignerait encore plus de familles et de nos proches.

Nous exigeons que la direction de la Maison d'Arrêt remplace immédiatement cette équipe de surveillants, il est évident que c'est la première chose à faire. La petite équipe sadique de matons du mitard, nous, prisonniers, la surnommons « l'escadron de la mort ».

Ici, on est spectateurs du désespoir humain, et on sait tous que J. pourrait être n'importe lequel d'entre nous. Il a été battu à mort parce qu'il tapait dans une porte : il n'en pouvait plus d'attendre, coincé dans la « salle d'attente » de la prison, sans fenêtre. Il voulait juste regagner sa cellule. Ils sont venus et l'ont plié.

On ne soigne pas le mal par le pire. Nous voulons que tout cela cesse.

Que celui qui est condamné à aller au mitard puisse au moins conserver sa dignité et que ses droits fondamentaux soient respectés.

Nous voulons que la vérité soit faite sur la mort de J. et qu'une telle horreur ne puisse plus se reproduire, ni ici, ni ailleurs.

Nous nous associons à la douleur de la famille et sommes prêts à témoigner si elle le désire. //

**Des prisonniers de la M.A. de Seysses**

# RIPOSTE

**Depuis quelques années, les mauvaises nouvelles s'accumulent pour les salariés, les retraités les chômeurs ... enfin pour tout ceux qui n'ont pas un compte en banque bien garni et ne sont pas propriétaires de gros paquets d'actions. Les conditions de travail se dégradent, le coût de la vie augmente, les pensions diminuent, la précarité s'accroît, les avantages sociaux fondent et pendant ce temps les profits des entreprises battent des records et les actionnaires sont aux anges.**

Le gouvernement de Macron est aux petits soins pour eux et devance leurs désirs. Rien d'étonnant à cela, c'est pour ça qu'il a été élu. La seule chose qui doit étonner, c'est la faiblesse de la riposte ; car en fait nous sommes tous concernés, tous touchés et la politique « sociale » de ce gouvernement est proprement révoltante. Traditionnellement les travailleurs, les précaires, les retraités, pour faire valoir leurs droits peuvent recourir à deux modes d'action : soit, ils font confiance aux institutions légales et ils confient à des représentants, à des délégués non révocables le soin de défendre leurs intérêts, soit ils choisissent de s'occuper eux même de leurs affaires, décident de défendre leurs intérêts par eux même , sans intermédiaires et recourent à l'action directe. Dans le premier cas, il leur suffit de voter pour élire des hommes politiques ou des syndicalistes professionnels qui au plus haut niveau, à l'assemblée ou dans les salons des ministères, vont négocier leur futur face aux représentants de leurs exploiters. Ce que nous vivons depuis des décennies est le résultat de ce choix: cette lente déchéance de notre dignité, (licenciés comme des kleenex), ce recul continu de nos droits, cette dégradation de nos conditions de vie, tout cela par ce que nous n'avons pas cru en nos propres forces, par ce que nous avons confié aveuglément la défense de nos intérêts à nos représentants. Tout individu est corruptible, dicton anarchiste, tout individu est achetable, morale capitaliste et même si dans les partis politiques et dans les syndicats représentatifs nombre de militants sont honnêtes, dévoués, défenseurs consciencieux des intérêts de leurs mandants, la force du système est telle

que leurs voix et leurs actions se perdent dans les méandres de la bureaucratie d'état. Tout ce que le peuple a pu conquérir, il l'a obtenu par l'exercice de sa propre force, par l'action directe. Ce ne sont pas les députés réunis au jeu de pomme qui ont abattus les murs de La Bastille mais c'est bien par ce que, plus tard ce même peuple a choisi de confier son destin à des représentants démagogues qu'il s'est trouvé privé de toutes ces libertés. Et c'est bien par ce que en 1830, en 1848, en 1871, en juin 1936, à la libération, en mai 1968, etc le peuple est descendu dans les rues et a massivement exprimé sa volonté que les pouvoirs en place ont pour calmer sa colère donné force de loi à ses revendications, qui sont toutes les conquêtes sociales dont nous jouissons aujourd'hui; toutes celles que nous somme en train de perdre car nous avons abandonné à d'autres la défense de nos intérêts. Les bonnes âmes nous diront que le temps des révolutions est passé, que assommés par le travail, la consommation, les médias et tous les autres instruments que le système a développé pour assurer sa pérennité, les gens n'ont plus le cœur de se mobiliser pour défendre leur liberté, et que même la plupart ne sont seulement pas conscients d'être esclaves. A ceux-là, nous répondront que voter en démocratie représentative, c'est accepter d'être représenté par des personnes

sur lesquelles on n'a plus aucune prise, c'est accepter d'être soumis à leurs diktats, c'est accepter d'être esclave. Dans ce système, l'élection est l'école de la soumission à la loi, à la hiérarchie et donc à un système fondamentalement inégalitaire, injuste et mortifère. Et toutes les organisations, prétendent au service des exploités qui le cautionnent en participant au jeu électoral sont en fait les alliés de nos exploiters. Toute politique d'émancipation doit d'abord chercher à développer chez les individus le goût de la liberté, la passion de la solidarité et de l'entraide, l'amour de l'égalité et de la culture humaniste. Et c'est bien par ce que toutes les organisations dites représentatives des travailleurs ont abandonné ces principes fondamentaux que les foules sont devenues si résignées, que l'immense majorité des gens acceptent sans regimber les diktats iniques de Hollande, Sarkozy, Macron et consorts. Mais l'espoir demeure. La révolte est dans la nature de l'esclave. Mais pour que la révolte débouche sur un futur plus radieux, il est obligatoire de réveiller dans la conscience populaire l'espoir qu'un autre futur est possible, que les valeurs de liberté, d'égalité, de solidarité, d'entraide peuvent être la base d'une société plus humaine, que se battre pour ces idées n'est pas une folie et que même c'est source de bonheur authentique . A tous ceux donc, épris de liberté de cultiver l'esprit de révolte, de développer les sens critiques et sceptiques pour trouver la force de se battre contre toutes les oppressions. //



# FASCISME ET ANTIFASCISME EN 2018

Ce texte est une version modifiée d'une intervention orale lors d'une réunion organisée par Solidarité internationale antifasciste, à Toulouse, le 24 Mars 2018. Trois camarades sont intervenus sur l'histoire et l'actualité du SIA . J'ai présenté une très brève introduction définissant des questions et des interrogations susceptibles de nourrir un débat sur «l'antifascisme passé et présent». Les participants se sont ensuite répartis en trois groupes d'une quinzaine de personnes chacun pour discuter de façon plus approfondie durant une heure. Pour conclure, les animateurs des trois groupes ont présenté un résumé des débats à la fin de la journée. Cette formule de discussion ouverte, sans véritable conclusion définitive, a pu décevoir celles et ceux venus chercher des réponses claires aux problèmes soulevés par les antifascismes actuels, et plus particulièrement par l'antifascisme dit «radical» ou libertaire<sup>1</sup>. J'ai donc essayé ici de présenter ma position de façon plus affirmative. Vous pourrez aussi vous reporter aux comptes rendus de plusieurs livres récents sur l'antifascisme<sup>2</sup>, articles parus sur les sites mondialisme.org et npnf.eu, en attendant leur publication dans la revue *Ni patrie ni frontières*.

\* Sur l'antifascisme historique (classique mais – hélas ! – pas du tout classiste !)

Il ne m'est pas possible ici de rentrer dans le détail de l'évolution du fascisme à partir des exemples italien ou allemand. En tout cas il n'y a jamais eu d'âge d'or de l'antifascisme comme le croient certains historiens et militants de gauche, libertaires ou d'extrême gauche. Le mouvement ouvrier a toujours connu des débats extrêmement virulents sur la nature du fascisme, ses possibilités de succès, les alliances

et les moyens nécessaires pour le combattre.

L'antifascisme classique ou historique (celui qui va des années 20 aux années 60) et qui a culminé dans les mouvements de résistance stalino-bourgeois et dans les mythes de la Résistance a toujours reposé sur le plus petit commun dénominateur :

- le soutien à l'Etat (existant ou à venir), «base d'un nouveau consensus constitutionnel» pour tous les partis de gauche et de droite. Il s'agit d'une idéologie interclassiste puisque «l'antifascisme, comme et plus encore que le fascisme, passe à travers tous les courants politiques et toutes les couches sociales<sup>3</sup>».

- le soutien à la démocratie bourgeoise, même si certains antifascistes tiennent un discours plus radical (en apparence), comme ce fut le cas pour les partis stalinien avant la Seconde Guerre mondiale qui présentaient «le fascisme comme l'aboutissement inéluctable du capitalisme mourant» ;

Dans le contexte des années 30, l'antifascisme reposait sur le soutien au régime stalinien, à ses massacres et à ses procès truqués car ses partisans voulurent d'abord «préserver la paix» à tout prix en prônant «la révision des traités et le désarmement» jusqu'à l'invasion de la Tchécoslovaquie (le 15 mars 1939) puis «gagner la guerre» contre l'Allemagne et l'Italie, ce qui impliquait des alliances militaires avec l'URSS, l'Angleterre et les Etats-Unis, donc abandonner toute critique de ces puissances, que les antifascistes présentèrent alors comme démocratiques et antifascistes.

Après la Seconde Guerre mondiale, cet antifascisme pacifiste<sup>4</sup> (qui s'appuyait sur le prix du sang payé par l'URSS : 26 millions de morts du côté soviétique – soit 10 millions de soldats et 16 millions de civils) servit surtout les intérêts de

\*\_1: Les «antifascistes radicaux» d'aujourd'hui (souvent appelés «antifas») promeuvent un militantisme sur tous les terrains : féminisme ; homophobie ; transphobie ; écologie ; racisme antimusulmans ; solidarité avec les réfugiés et plus généralement avec tous les migrants (fussent-ils «économiques») ; mesures «sécuritaires» prises par les Etats (du passeport électronique à la vidéosurveillance en passant par les empreintes ADN et les lois «antiterroristes») ; violences policières quotidiennes ; dénonciation de toutes les interventions américaines ou européennes dans les pays du Sud (Syrie, Irak, Lybie, Mali, etc.) et du sionisme.

Si l'influence de ces «antifascistes radicaux» n'est en rien comparable à celle des partis de gauche soutenant les Fronts populaires en Espagne et en France en 1936, elle est tout de même en symbiose avec tous les courants du «gauchisme culturel», les théories hostiles à la classe ouvrière propagées par les universitaires décoloniaux, postmodernes, féministes, identitaires de gauche, etc.

\*\_2: Cf. sur les sites mondialisme.org et npnf.eu, les critiques des livres suivants : M. Testa : Militant antifascism.

A hundred years of resistance ; Mark Bray : Antifa. The Antifascist Handbook ; Shane Burley : Fascism today. What it is and how to end it ; Gilles Vergnon : L'antifascisme en France de Mussolini à Le Pen ; Gilbert Badia : Ces Allemands qui ont affronté Hitler ; Matthias Bouchenot : Tenir la rue. L'autodéfense socialiste (1929-1938) ; Sebastian Cortes : Antifascisme radical ; Matthieu Gallandier et Sébastien Ibo : Temps obscurs. Nationalisme et fascisme en France et en Europe.

\*\_3: Selon l'historien Enzo Colloti, cité dans Bruno Groppo, «Le débat autour du concept d'antifascisme dans l'Allemagne unifiée», Matériaux pour l'histoire de notre temps n° 37/38, 1995, [http://www.persee.fr/doc/mat\\_0769-3206\\_1995\\_num\\_37\\_1\\_402734](http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1995_num_37_1_402734) .

\*\_4: On en trouve une excellente illustration dans Mémoires d'un rouge de Howard Fast, autobiographie politique sympathique et intéressante mais qui reprend un argumentaire souvent philostalinien. La traduction française a été republiée chez Agone récemment.

l'impérialisme russe, puisque seuls les crimes de l'impérialisme américain et des impérialismes français, britannique et portugais étaient évoqués dans la propagande de ces antifascistes.

\* L'antifascisme actuel et la situation internationale

Il est évident que nous nous trouvons dans une conjoncture inquiétante à l'échelle internationale qui peut amener beaucoup de militants à croire en un «retour des années 30» :

– dans les pays occidentaux dits « démocratiques », des politiciens populistes, ou nationaux-populistes sont au pouvoir – ou au moins récoltent un nombre significatif de voix : Allemagne, France, Etats-Unis, Hongrie, Autriche, Italie, etc. Ces politiciens sont souvent qualifiés de fascistes ou fascistes ;

– dans la plupart des pays dits « musulmans », les exploités doivent affronter des dictatures militaires (Egypte), des théocraties (Iran, Arabie Saoudite), ou des régimes parlementaires très musclés (Algérie, Turquie, Pakistan) où les services secrets, la police, l'armée, la mafia et les groupes paramilitaires ont énormément de pouvoir. Cette situation incite certains intellectuels et militants à les considérer également comme «fascisants», voire fascistes.

De plus, on assiste à l'essor de groupes religieux conservateurs (salafistes), de partis religieux réactionnaires sur le plan politique et social (Frères musulmans notamment) et de groupes terroristes, djihadistes-internationalistes (Al Quaida, Daech, etc.), courants qui se voient parfois affubler l'étiquette d'«islamofascisme5» par des gens d'extrême droite, de gauche, d'extrême gauche ou libertaires.

Cette conjoncture internationale inquiétante ne peut que nous inciter à nous demander si nous assistons

– à une résurgence du «nazifascisme» historique (celui des années 20 et 30) ;

– à l'apparition d'un nouveau préfascisme ou protofascisme (processus que l'on peut désigner sous des termes aussi divers que «Etat profond6», «démocrature», «terrorisation démocratique», «fascisation rampante», «fascisme larvé», «islamofascisme», etc.)

– ou à de nouvelles formes de mise en place d'«Etats d'exception» (en tout cas au Nord) dont certains traits rappelleraient «les années 30» et d'autres correspondent à une gestion politique sophistiquée des conflits sociaux et à une domination sociale «douce» mais potentiellement «totalitaire» des travailleurs.

Pour répondre à ces questions, il faut déjà, à mon avis,

définir une position claire sur au moins trois points : l'Etat, la nation et l'utilisation de la violence par les exploités.

\* Etat, fascisme et antifascisme

Les antifascistes qu'ils soient républicains, radicaux ou libertaires, ont tous affaire à l'Etat et défendent des positions ambiguës face à lui. Cette ambivalence est particulièrement évidente chez les démocrates bourgeois (comme ceux de la Ligue des droits de l'homme, du PCF, du PS ou de la France insoumise), mais c'est aussi clair chez tous les «antifas» qui se réfèrent de façon acritique et positive aux Arditi del popolo italiens, aux mouvements de résistance stalino-bourgeois pendant la Seconde Guerre mondiale, ou refusent de critiquer la participation gouvernementale de la CNT en 1936.

Les antifascistes «révolutionnaires» prétendent lutter contre l'Etat, ses lois, son administration, ses forces de répression et la façon dont l'Etat actuel préparerait, selon eux, le fascisme mais aucun de ces courants ne va au-delà de quelques discours exaltés. Si ces camarades n'ont pas les idées claires sur le passé du mouvement ouvrier, il est peu probable qu'ils défendent des principes politiques fermes aujourd'hui.

Or, l'Etat actuel et les différentes fractions des classes dominantes sont des acteurs non négligeables qui peuvent manipuler aussi bien les fascistes que les antifascistes. Quelques exemples :

- la façon dont les crimes du djihadisme-terrorisme international justifient les restrictions des libertés démocratiques dans les pays du Nord, comme du Sud. L'opposition des Etats à «l'islamofascisme» ou au terrorisme djihadiste leur permet de déployer une rhétorique antifasciste, tout comme ce fut le cas des Etats-Unis et de l'Angleterre durant la Seconde Guerre mondiale ; face à cette situation, les antifas sont généralement désarçonnés car ils n'osent pas dénoncer trop bruyamment l'islam politique voire critiquer l'islam (comme ils craignent d'ailleurs de critiquer toutes les religions7) par peur d'alimenter le racisme antimusulmans ;

- les Etats européens dits démocratiques alimentent le racisme institutionnel contre les populations d'origine «extracommunautaire», mais en même temps ils font passer des lois contre le racisme et toutes les discriminations de sexe, de genre, etc. De plus, la plupart des politiciens «respectables» expriment une hostilité superficielle face au racisme et à l'antisémitisme. Ces signaux contradictoires poussent fréquemment les antifas (mais aussi de nombreux intellectuels) à comparer le traitement des immigrés par les Etats européens aux persécutions des Juifs dans les années

\*\_5: Cf. «Islamofascisme» et «islamo-gauchisme» : deux concepts inopérants pour comprendre des phénomènes réactionnaires (plus ou moins) nouveaux» (<http://www.mondialisme.org/spip.php?article2546>)

\*\_6: Suivant les contextes, les pays et les auteurs, cette notion a parfois des relents conspirationnistes. Elle vise à expliquer qu'il existerait un Etat dans l'Etat (version modérée : les hautes sphères de l'administration, de la justice, de la police et de l'armée), ou une structure

clandestine mafieuse qui manipule le gentil Etat en coulisses (version paranoïaque ou fascistoïde).

\*\_7: Cf. «Les dix commandements de la Gauche théocompatible», <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1067> et «Le jésuite Pierre Tevanian est un digne représentant de la confusion gauchiste postmoderne» <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1916>.

30, ce qui n'aide pas du tout à comprendre les enjeux actuels, et nourrit paradoxalement des illusions sur la démocratie bourgeoise ;

- les «politiques migratoires» des Etats alimentent la xénophobie et le racisme, deux idéologies propagées également par les mouvements d'extrême droite et fascistes - ce qui pousse souvent les antifas à minimiser les différences entre fascisme et démocratie ;

- les groupes d'extrême droite et les services secrets collaborent souvent à l'application d'une stratégie de la tension pour piéger les organisations du mouvement ouvrier ; stratégie de la tension (Italie, Grèce) qui peut inciter les antifas à mettre tous leurs ennemis dans le même sac sans définir des politiques différenciées ;

- un certain nombre d'Etats (y compris les Etats-Unis avec les talibans et Israël avec le Hamas) ont aidé directement ou indirectement des mouvements nationalistes musulmans pratiquant le terrorisme, en vue d'affaiblir d'autres puissances (l'URSS en Afghanistan), de s'imposer dans une région géostratégique ou d'affaiblir tel ou tel courant (l'OLP en Palestine, le régime Assad en Syrie, etc).

La nouveauté de ces situations devrait nous inciter à affiner nos analyses politiques et à ne pas traiter indistinctement de «fascistes» tous les courants ou les Etats qui emploient massivement la violence contre leurs peuples ou contre des catégories déterminées de la population (par exemple, l'épuration ethnique contre les Rohingas en Birmanie ne peut être mise sur le même plan que les discriminations dont sont victimes les Berbères et les Kabyles, en Algérie et au Maroc) car sinon la notion de fascisme n'a plus aucun sens.

La position d'Alain Bih8 me semble plus pertinente : nous assistons à la multiplication d'«états d'exception», dans les pays du Nord, qui visent à s'attaquer de plus en plus aux conditions de vie et de travail des salariés pour faciliter une nouvelle accumulation du capital à travers une restructuration économique et sociale radicale. Il est difficile, pour le moment, de savoir si ces états d'exception aboutiront à une répétition des régimes fascistes des années 30 qui étaient fondés sur un certain nombre d'éléments idéologiques9: relation aux corps intermédiaires (partis, syndicats, Eglises, associations), nationalisme économique, violence extralégale, négation du conflit de classes, interclassisme, nationalisme exacerbé, division entre intérieur (communauté nationale) et extérieur, anticapitalisme de façade, haine des femmes et chef charismatique.

On peut retrouver certains de ces éléments idéologiques dans les mouvements nationaux-populistes actuels, et aussi dans les mouvements islamistes, mais il est difficile d'y voir

une résurgence du fascisme sans la présence d'autres facteurs indispensables : crise économique telle que des fractions significatives des classes dominantes misent sur la dictature d'un parti unique qui abolira la «démocratie» bourgeoise ; présence d'un mouvement ouvrier suffisamment fort pour constituer une menace potentielle pour le Capital ; mobilisation active de la petite bourgeoisie déclassée, paupérisée et des chômeurs dans des organisations paramilitaires.

\* La nation

Qu'ils soient républicains, libertaires ou radicaux, la plupart des antifascistes, raisonnent dans un cadre strictement national. C'est d'ailleurs pourquoi ils sont incapables de critiquer sérieusement des mouvements de libération nationale comme le Hamas ou le Hezbollah, pas plus que dans le passé ils n'ont su critiquer les positions politiques de l'IRA, de l'ETA, du FNL sud-vietnamien, du FLN algérien, ou des guérillas latino-américaines, voire plus récemment des zapatistes.

Les antifascistes n'ont pas les idées plus claires sur l'Etat que sur la nation, ce qui est assez normal vu le lien étroit qui existe entre les deux. Les mouvements de libération nationale sont des proto-Etats, des Etats en formation, leur idéal est celui de l'Etat-nation, quel que soit le verbiage idéologique dont ils habillent leurs ambitions politiques.

Or si l'on pense, comme beaucoup d'antifascistes d'extrême gauche ou libertaires10, que, dans toute une partie de la planète, il faudrait encore défendre des «nations opprimées», toutes classes confondues, (voire même certains Etats comme l'Iran ou la Corée du Nord !) contre «l'impérialisme» (généralement américain, pratiquement jamais chinois ou russe), il peut être tentant aussi de considérer l'Europe (ou la France, ou n'importe quel pays) comme une «nation opprimée»... Et il est donc «logique» de présenter le cadre national, l'Etat-nation, comme le principal cadre de lutte à défendre contre «le fascisme».

C'est là que l'on assiste à des convergences idéologiques entre l'extrême droite (celle de la Troisième Voie, des nationalistes révolutionnaires, de Soral, de l'UPR, etc.) et l'extrême gauche qui sont favorables par exemple au Brexit, à la sortie de l'euro ou de l'OTAN et autres fariboles nationalistes bourgeoises, ou qui sont hostiles à l'impérialisme américain mais pas à l'impérialisme russe ou chinois, ni aux tentatives de puissances comme la Turquie ou l'Iran de s'imposer par la force dans les jeux géopolitiques au détriment des peuples.

\* L'utilisation de la violence pour combattre le fascisme  
Les antifascistes républicains comptent sur l'Etat, la po-

\*\_8: Cf. son article «Le fascisme ne passera plus» dans la revue Réfractions, <https://refractions.plusloin.org/spip.php?article998>

\*\_9: 'emprunte cette liste à un texte de Mouvement communiste («Islamofascisme : définition, utilisation, soutiens et actions dans les entreprises et les quartiers» <http://mouvementcommuniste.com/documents/MC/Work>

Documents/DT%209\_Islamo%20fascisme\_FR\_vF\_papier%20complet.pdf ), article que j'ai critiqué par ailleurs, cf. note 6.

\*\_10: Cf. «Contorsions "libertaires" face au Hezbollah et au nationalisme arabe», <http://mondialisme.org/spip.php?article847> .

lice et la justice pour limiter la croissance des groupes d'extrême droite, voire pour empêcher les fascistes de prendre le pouvoir. Les antifascistes radicaux, en principe, prétendent ne pas se fier à l'Etat et ils ont l'ambition «d'écraser le fascisme dans l'œuf», c'est-à-dire par leurs propres moyens.

Malheureusement il existe un fossé entre, d'un côté, la détermination et la préparation physique et militaire des groupes fascistes (qui comptent dans leurs rangs d'ex-flics et d'ex-militaires, ainsi que des membres actifs des forces de répression), et, de l'autre, les capacités militaires des antifascistes radicaux.

S'il s'agit de simples bagarres de rues, les antifas peuvent momentanément faire le poids. Mais si les groupes fascistes utilisent des armes à feu, ont le soutien d'une minorité de la police ou de l'armée, alors le niveau de préparation des antifas est dramatiquement insuffisant.

Cette disproportion risque de conduire à deux impasses chez les antifas :

- soit les pousser à former des organisations armées clandestines qui auraient pour but d'éliminer physiquement les cadres des groupes fascistes. Une telle stratégie est particulièrement difficile à appliquer aujourd'hui, même si elle serait inévitable face à des mouvements fascistes de masse<sup>11</sup>. En effet, dans la plupart des Etats démocratiques occidentaux, le service militaire a été aboli et les militants ne savent pas manier avec dextérité des armes simples comme des fusils ou des fusils mitrailleurs, à plus forte raison des armes sophistiquées ; ils n'ont aucune notion de tactique et de stratégie militaires, aucune expérience concrète des guerres traditionnelles ou de la guérilla ; enfin, utilisateurs intensifs des réseaux sociaux, ils sont probablement fichés par les flics comme par les fascistes les plus déterminés (aux Pays-Bas les néonazis publient systématiquement les photos et adresses de leurs adversaires antifas) ;

- soit les inciter à renier une partie de leurs principes (notamment l'indépendance totale vis-à-vis de l'Etat) et à s'allier à des forces antifascistes républicaines qui, elles, ont des liens étroits avec l'appareil d'Etat. Evidemment ce reniement n'est pas affiché ouvertement, mais s'opère autour d'un discours œcuménique du type «tous les antifascismes sont complémentaires», comme en témoignent les trois livres récents écrits par des antifascistes radicaux américains et britanniques (Mark Bray, Shane Burley et M. Testa) et dont deux sont publiés chez AK Press, maison d'édition explicitement anarchiste.

\* L'unité oui, mais sur des bases de classe !

Je ne peux évidemment répondre à tous les problèmes ci-dessus exposés. Mais il me semble impossible d'éviter les erreurs de l'antifascisme classique si nous faisons l'impasse sur les alliances politiques catastrophiques nouées dans le passé. Quant aux thèses actuelles de l'antifascisme radical, elles ne sont, le plus souvent, qu'un simple copier-coller des idées répandues dans des mouvements réformistes comme l'altermondialisme et les courants identitaires de gauche<sup>12</sup> populaires dans la petite bourgeoisie intellectuelle. Si l'on veut combattre l'extrême droite actuelle, et éventuellement des mouvements fascistes susceptibles de prendre le pouvoir, il faut au minimum :

- effectuer un bilan sérieux des erreurs commises dans le passé ;
- être clair sur des questions élémentaires comme celles de l'Etat, de la nation et de l'usage de la violence ;
- déterminer aux côtés de quelle classe sociale nous voulons nous battre (or, les antifascistes classiques, modernes et postmodernes sont majoritairement hostiles au rôle déterminant des prolétaires dans la lutte contre le fascisme<sup>13</sup>).

Une fois ces hypothèques levées, nous pourrions nous poser la question de ce que pourrait être «l'antifascisme» aujourd'hui et de l'unité avec d'autres «antifascistes».

L'unité peut se réaliser à la base avec des militants réformistes s'ils sont d'accord sur NOS objectifs immédiats et NOS moyens d'action, ou en tout cas s'ils ne les sabotent pas.

Et l'unité ne peut exclure la liberté de critiquer rudement nos alliés ponctuels, ce qui n'est pratiquement jamais le cas dans les coalitions antifascistes. En effet, beaucoup de sympathisants et même de militants de gauche et d'extrême gauche ne saisissent pas vraiment la portée des divergences politiques avec les réformistes, ou du moins ils croient qu'elles sont secondaires. De plus, les dirigeants socialistes ou «communistes» se démènent toujours pour étouffer toute discussion.

Enfin cette unité «antifasciste» doit être fondée sur des pratiques démocratiques, autonomes, dans la lutte, sinon elle devient la spécialité de petits SO ou de petits groupes militarisés qui ne rendront de comptes à personne sinon à leurs chefs autoproclamés. //

Y.C., Ni patrie ni frontières, 3 mai 2018

\*\_11: De leur côté, les fascistes envisagent tout à fait ouvertement d'éliminer physiquement leurs adversaires comme en témoigne un journal comme Rébellion. Ou comme l'envisageaient les terroristes d'extrême droite arrêtés en octobre 2017

([http://www.liberation.fr/france/2017/10/17/dix-personnes-liees-a-l-extreme-droite-radical-arretees-pour-des-projets-d-attentats-en-france\\_1603803](http://www.liberation.fr/france/2017/10/17/dix-personnes-liees-a-l-extreme-droite-radical-arretees-pour-des-projets-d-attentats-en-france_1603803)). Face à une telle détermination, il est évident que les discours enflammés, à la sauce gauchiste, autonome, ou antifasciste radicale, n'arrêteront ni les balles ni les bombes.

\*\_12: Cf. «Les 6 péchés capitaux de la Gauche identitaire postmoderne», <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1533>.

\*\_13: C'est une des raisons de l'échec des tentatives de coordination internationale des antifascistes radicaux, selon Mark Bray et M. Testa dans leurs ouvrages précités.

## RETOUR À 1312

Alors, comme ça il paraît c'est le retour de Mai 1968, les journalistes sont sur le qui vive, les appareils photos sont en alerte, prêts à immortaliser le vol du pavé dans les nuages de lacrymos. Paris va s'éveiller. Bon, pour l'instant on a surtout eu droit à des graffitis, je sais maintenant on dit tag, mais dans graffiti il y a la sonorité « grapho » qui m'évoque cette belle invention qu'est l'écriture, tag rien d'autre que tagada, tagada pour les fraises ou tagada pour Dalton comme on veut, mais comme tagada n'a jamais voulu dire recouvrir un mur de pictogrammes ou d'aphorismes ... Du coup, pour moi tag c'est bof, alors en général je dis graffiti encore qu'en 68' on disait aussi slogan, mais ça c'est une autre histoire .

Parmi d'autres graffitis donc, j'ai lu sur un mur d'une université parisienne que « *Tolbiac se lève à 13:12* », de façon assez classique le A est dans le O, certainement pour mettre de son côté l'esprit de Bakounine, mais pourquoi donc cette bizarrerie de 13:12 ? Décidément, si c'est un retour vers le passé, c'est à la manière des médiums qui à l'aide de formules cabalistiques font tourner les tables. Du genre à ne trop vouloir se faire comprendre. Intrigué, je demande, je cherche et fini par dénicher un Champollion pour m'expliquer que 1312 est l'analogie numérique de « ACAB » acronyme obscur signifiant en anglais « *All Cops Are Bastard* » dont la traduction française serait « *tous les flics sont des salauds* ». Bouche bée, je suis mais ne demeure pas.

Tout ce mystère m'a redonné l'âme d'un lecteur d'Enyd Blyton, l'illustre créateur du *Club des Cinq*, et je me

metts à rêver sur le destin des mots (comme quoi toutes les occasions sont bonnes pour glandouiller). Avec ce double niveau de déchiffrage de 1312 me voilà revenu au temps de Cortés, lequel conquérant le Mexique utilisait successivement deux traducteurs, une princesse maya puis un naufragé espagnol, pour décrypter la langue aztèque. Et zou, je m'embarque sur des caravelles, j'extrapole au gré des Alizés, je digresse. Comme beaucoup de termes anglais, « *bastard* » a été importé par une autre conquête celle de l'Angleterre par les Normands au XI<sup>e</sup> siècle, c'est une déformation de « *bâtard* » lequel, comme le mot le « *preux* » qui a donné « *proud* », appartient au vocabulaire féodal. Maintenant « *proud* » se traduit par « *fier* », et « *bastard* » par « *salaud* ». Mon cher Watson, cela nous dit deux choses, on est toujours le colonisé de quelqu'un et une insulte est souvent le miroir de l'esprit du temps.

Je m'explique, au moment de l'invasion normande l'Église catholique était toute puissante et désignait comme bâtard tout enfant né de parents non mariés l'un à l'autre. Ce genre d'accouplement était pour nos curés tellement sale qu'il était déclaré illégitime, ce qui signifiait qu'il était inférieur en droit, en particulier celui d'hériter. Si l'Église a choisi ce mot c'est qu'il venait de l'ancien français « *bast* », c'est-à-dire *grange*. Le droit féodal désignait donc comme inférieur en droit celui qui dans la fratrie était conçu hors mariage « *dans une grange* », car le cas le plus fréquent était celui de la paysanne que le seigneur violait sur la botte de foin au nom par exemple du droit de cuissage. Guillaume le Conquérant de l'Angleterre, fils de roturière et du Duc de Normandie



était pour cela surnommé « le bâtard » mais eut la chance d'être fils unique. Tout cela définit le contenu symbolique de « *bastard* », insulte à l'autorité il est de par son origine un pilier fondamental du sexisme et du mépris de classe.

Et voilà que j'arrive au point G des polémistes, G comme Godwin, car les théoriciens du racisme contemporain ne s'y sont pas trompés, de même qu'au Moyen Âge la bâtardise était considérée comme une atteinte à la pureté de ce qui était désigné comme la « *race noble* », ils présenteront le métissage comme une contamination de qu'ils nommeront la « *la pureté raciale* ». De façon fort significative dès 1919 ils vont surnommer « *bâtards de Rhénanie* » les métis nés de soldats noirs des forces d'occupation de la Rhur et de femmes allemandes. Dans « *Mein Kampf* », Adolf Hitler les décrit comme la contamination de la race blanche « *par le sang nègre sur le Rhin, au cœur de l'Europe* ». Il écrit également que « *les Juifs sont responsables de la venue des Noirs en Rhénanie, avec pour but ultime l'abâtardissement de la race blanche qu'ils honnissent, afin d'abaisser son niveau culturel et politique pour que le Juif puisse la dominer de l'Europe par les Noirs...* ».

En conséquence, dès leur arrivés au pouvoir les nazis promulguèrent une série de lois contre « l'abâtardissement ». Dès 1935, la loi « pour la protection du sang allemand » interdit toute relation sexuelle entre citoyens allemands et juifs tant aux bâtards de Rhénanie.

« Une officieuse « commission n°3 » sera chargée de résoudre le « problème », pour les empêcher de procréer au sein de la société allemande. Dirigée par le Dr. Eugen Fischer (dont les écrits ont inspiré Hitler pour son *Mein Kampf*), aidé par Fritz Lenz, tous deux cadres de l'institut Kaiser-Wilhelm d'anthropologie, d'hérédité humaine et d'eugénisme, la commission propose leur stérilisation dans le cadre de la Loi allemande sur la stérilisation forcée du 14 Juillet 1933 déjà existante, qui a débouché sur l'Aktion T4. Toutefois, les « bâtards de Rhénanie » n'entrent pas dans le cadre de cette Aktion T4, puisque aucun d'entre eux ne présente de trouble psychiatrique ou de maladie héréditaire. Il a donc fallu que, par décision expresse, Hitler demande que le programme de stérilisation forcée s'applique également à eux. Le programme de stérilisation entre dans sa phase active en 1937, après que les Gauleiter eurent répondu à la demande de recensement des bâtards de Rhénanie se trouvant dans leurs Gaue. Au total, environ 400 enfants issus d'unions mixtes sont arrêtés et contraints à la stérilisation en Rhénanie. Les chiffres donnés par les autorités allemandes sont de 385 enfants stérilisés[7]. Selon Serge Bilé, une autre partie de ces personnes est envoyée en camps de concentration. »<sup>1</sup>

Et ce n'est pas fini, plus près de nous, je me souviens de l'Afrique du Sud sous l'Apartheid (c'est-à-dire jusqu'en 1994) et de sa loi sur la prohibition des mariages mixtes. Quand aux USA, il a fallu attendre 1966 pour que la cour suprême déclare inconstitutionnelle les lois racistes de certains États comme le Texas ou le Missouri qui interdisaient tout type d'union entre « blancs » et « noirs » ...

Alors ces graffitis ACAB m'interrogent. Car nous avons affaire en l'occurrence à des militants qui s'inscrivent dans un mouvement qui nous dit que les mots sont importants, qui s'abreuve d'une écriture aussi inclusive qu'illisible et qui passe tout mot d'humour au crible de l'anti-sexisme. Fort bien, mais alors pourquoi cette utilisation du terme de bâtard, c'est-à-dire d'une qualification issue directement du droit féodal et dont les théories racistes en établissant un parallèle entre la corruption du lignage qui rendait illégitime le bâtard et le métissage qui corrompait la pureté originelle de la race lui ont donné une signification idéologique abjecte ?

Après réflexion je trouve que l'utilisation de ce terme et surtout son absence de critique est dans l'air du temps d'un mouvement habituellement très pointilleux sur les mots et où l'on constate de plus en plus l'émergence d'attaques contre tout ce qui est mélange. Car que ce soit dans un contexte de positions contre le mélanges culturels dénonçant la « *réappropriation culturelle* » ou en celui d'organisation des réunions interdites aux « *blancs* »<sup>2</sup>, l'insulte de « *bâtard* » est bien là à sa place lexicale, celle du racisme. //

Fils de B.

\*\_1: Wikipedia

[https://fr.wikipedia.org/wiki/B%C3%A2tard\\_de\\_Rh%C3%A9nanie](https://fr.wikipedia.org/wiki/B%C3%A2tard_de_Rh%C3%A9nanie)

\*\_2: De telles réunions dites « non mixtes » ont été tenues dans les facs occupées de Tolbiac, Nanterre, Toulouse, ...

**SOUS LES PAVÉS  
LA CONNERIE**



# AGROÉCOLOGIE ET FASCISME

Nous vivons une époque où les gens, les associations et les partis politique de droite comme de gauche prennent conscience des grands problèmes écologiques et environnementaux. Dans la mouvance écologiste notamment il existe une forme d'idéologie de retour à la terre, du manger "bio", de la mystification du paysan présenté comme une avant-garde révolutionnaire, c'est hélas ce à quoi nous avons droit avec un parti comme les verts, des gens comme José Bové, la confédération paysanne, etc. c'est à dire des gens plutôt classés à "gauche". Mais les choses sont plus complexes que ça et il est impossible de comprendre le mythe de la paysannerie si l'on ne se rend pas comptes qu'il fonctionne strictement sur un plan idéologique. Contrairement à une idée reçue l'écologie, la nourriture "bio", le régime alimentaire végétarien ou végan, la défense des paysans sans terre, n'est pas l'apanage de la gauche, elle a même pu à travers l'Histoire être mise à contribution et exploitée par les régimes fascistes et capitalistes.

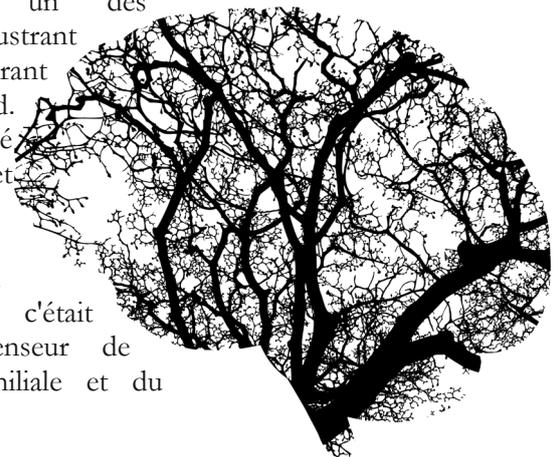
Dans tous les régimes fascistes sans exception existe un courant d'industrialisation, moderniste et urbain. Mais parallèlement y est prôné un développement traditionaliste, écolo, qui glorifie le monde rustique. Ceci afin de garantir l'ordre et d'asseoir l'obéissance sur les différentes couches de la société. Le régime fasciste Italien par exemple faisait l'apologie de l'agriculture familiale. Celle-ci n'était au demeurant effective que sur le principe, car elle était compensée dans la pratique par des mesures contraires d'agriculture intensives et mécanisées. Tout en faisant la promotion de l'industrialisation et de la technocratie, ce régime estimer qu'une harmonie rurale devait lui apporter un soutien massif à son idéologie. Mussolini ne se faisait guère d'illusion sur l'hostilité de la classe ouvrière des villes. "Il faut donner au fascisme un caractère essentiellement rural" déclara Mussolini devant le conseil national de son parti en 1924. La bataille du blé proclamée en 1925, chercha à augmenter la production agricole. Dans le même but, en octobre 1928, le régime fasciste introduisit un programme destiné à rendre cultivables de vastes terre incultes, et le cas échéant à améliorer les cultures. D'autres part en 1928/29 le régime fasciste annonça la "bataille démographique", dont les objectifs étaient de prévenir l'abandon des campagnes, et d'entraver l'exode vers les villes. Mais selon leurs propres aveux, les objectifs étaient plus sociaux qu'économiques. Ces mesures n'avaient qu'un but : participer à la propagande du parti fasciste et renforcer sa base idéologique conservatrice.

De son côté Salazar au Portugal faisant écho au régime fasciste Italien, essaya de conserver la petite propriété rurale. Mais comme le régime ne leur donna pas les moyens de prospérer, les petits agriculteurs devinrent encore plus dépendants à l'égard des grands fermiers. Les paysans modestes dont le secrétariat de la propagande du régime

fasciste de Salazar faisait des louanges n'avait qu'une valeur idéologique. Les paysans étaient considérés comme des pièces de musée et devaient rester cantonné à cet état. Le dictateur Portugais exhortait tant qu'il le pouvait, dans ses discours publics, les gens à "respirer l'air pur et sain de la nature et des mentalités de nos campagnes, loin des tourbillons de vies, d'énergie et de santé que sont les villes". Mais en 1966, le Portugal entraîné par l'industrialisation des autres pays, le dictateur reconnut finalement "pour moi si la concurrence doit jouer son rôle, je continuerais à préféré l'agriculture à l'industrie; mais si vous désirez devenir riches vous n'y arriverez pas par l'agriculture, le travail agricole est avant tout la vocation de la pauvreté". Et cette vocation de la pauvreté mena le régime de Salazar à promouvoir les jardins dans la périphérie de Lisbonne et des autres grandes villes. Durant leurs temps libre, les ouvriers furent encouragés à cultiver des légumes, à élever du petit bétail et à produire des aliments complémentaires qui compensent les bas salaires. Créant un cercle vicieux, ce travail gratuit exerçait une pression sur les rémunérations en les poussant vers le bas et instaurait une double forme de plus-value absolue. Il est étonnant de voir actuellement ces valeurs prônées par le régime fasciste de Salazar jadis, vantées de nos jours par la gauche écologiste comme une nouveauté.

Autre exemple des contradictions implicites dans le thème du retour à la nature et de l'apologie de l'agriculture familiale : le régime fasciste de Vichy. Dont Pétain y invoquait la nécessité de régénérer la France en s'appuyant sur les valeurs rustique et exaltait le modèle du petit paysan. A peine plus de 1500 familles demandèrent à recevoir les subventions prévues dans la nouvelle loi et retournèrent à une activité rurale. Pendant ce temps-là au lieu d'obéir aux intérêts des petits agriculteurs, la réorganisation économique du secteur agricole fut confiée à des techniciens proches de la grande agriculture capitaliste. L'état Français se démena davantage pour stimuler l'augmentation de la productivité que pour défendre les petites exploitations familiales.

Les grandes firmes capitalistes ne sont pas en reste pour ce qui est de prôner le retour à la terre. Ainsi historiquement un des personnages illustrant le mieux ce courant était Henry Ford. Il est de notoriété publique que cet individu représentait l'industrialisation forcenée, mais c'était aussi un défenseur de l'agriculture familiale et du



monde rural. Ce même type qui a contribué à répandre l'antisémitisme en exerçant une influence directe sur le nazisme Allemand, notamment le livre signé par Ford "le juif international"!

De nos jours, nous trouvons encore de nombreux exemples de la collusion entre les firmes industrielles et des opérations de « green washing ». Ainsi les principales multinationales (ndlr: comme Rhone Poulenc par exemple) financent des ONG pour sensibiliser l'opinion publique à propos des risques de la pollution. Ces mêmes groupes multinationaux (ou pas d'ailleurs) font coup double puisque d'un côté ils polluent et détruisent, et de l'autre vendent généralement leurs services pour pouvoir nettoyer et dépolluer, d'un côté comme de l'autre c'est « tout bénéf ».

Un autre point est également à soulever. Il est intéressant de voir les origines des thèses de la souveraineté alimentaire, en particulier quand les promoteurs actuels - comme le mouvement des travailleurs sans terre (MST) ou Via Campésinas (José Bové) - la présentent comme quelque chose « plus à gauche que moi tu meurs », voire carrément anticapitaliste. Des thèses qui sont défendues à une époque où la productivité très élevée atteinte par les principaux producteurs de l'agriculture et de l'élevage et l'exportation importante qui en résultent garantissent pour la première fois de l'histoire de l'humanité, un approvisionnement alimentaire suffisant pour tout le monde. Or si un pays décide de consommer exclusivement ou de préférence, les aliments produits de son sol, et s'isole de fait des circuits commerciaux mondiaux, il risque de voir sa situation alimentaire se précariser. Ce ne sont pas forcément les sécheresses et les catastrophes naturelles qui provoquent les famines mais aussi et surtout, l'isolement des circuits commerciaux mondiaux pour quelques raisons que ce soit. La conception du socialisme de ces mouvements est une conception de la pénurie. Ne nous y trompons pas la souveraineté alimentaire et l'agro-écologie appartiennent

toutes les deux à la même nébuleuse idéologique. Les écologistes négligent complètement la réalité, au nom du mythe de la nature. Ils préfèrent condamner les populations à la pénurie et aux catastrophes alimentaires. Les courants du socialisme ont pu naître notamment parce que les progrès techniques ont permis une croissance démographique et un allongement de l'espérance de vie. Les problèmes de famine et d'épidémie ont été résolus en partie par ces progrès. Les socialismes sont nés d'une prise de conscience que la production et l'application des principes de l'industrie dans l'agriculture offrent les moyens de satisfaire tous les besoins matériels et rendent possible une civilisation où la lutte pour la survie est dépassée.

L'expérience historique des fascismes, comme celles des entreprises Ford, démontrent que pour éviter d'avoir des résultats économiques négatifs, l'apologie de l'archaïsme rural est restée cantonnée au plan idéologique, ou a été compensée par des mesures opposées. Même lorsque le mythe de la paysannerie eu des effets institutionnels, ces institutions ne furent que des façades. En réalité la mécanisation croissante a réduit le nombre de personnes nécessaires dans les campagnes, mais provoqua une ruée vers les grandes villes et mit un terme à la société rurale idéalisée par Henry Ford. L'effet pervers des utopies ruralisantes s'est vérifié dans tous les autres cas. Pour finir, même dans le mouvement Anarchiste, il existe des courants (post-modernes) comme le primitivisme et l'anti technologie, qui sont des courants assez proches en définitive de ce qui est énoncé plus haut. En effet les partisans de l'anti-technologie et du primitivisme, prônent avec un idéalisme naïf un retour aux temps anciens ou les gens ne se vaccinaient pas, travaillaient dur, pour une (sous) alimentation bio, au nom d'une sortie de cette civilisation du travail et de l'exploitation, comme si dans les temps anciens l'exploitation n'existait pas. La réalité des choses, est que cette espèce de nostalgie des temps anciens n'est en fait qu'une authentique idéologie réactionnaire, et qu'il faut la considérer comme telle. //



# COURRIER D'UN LECTEUR EN LUTTE

Il s'est passé pleins de trucs de fou ... La grève à pris fin hier, la CGT à vachement appuyée la proposition de la direction avec un speech de merde « si on refuse y a une possibilité qu'on ne gagne rien », etc ... Le plus effarant c'est que je me suis mangé un coup de pression de la part d'un délégué quand j'avais proposé de passer sur Radio Transparence (une radio locale Ariégeoise). « On prévient pas la presse et pose pas de questions » qu'il m'a dit ... Et tu sais quoi ? Ce fameux tract (ci-joint) pour lequel je t'avais appelé pour savoir si ça risquait, et ben il a atterri dans les mains du directeur de l'usine, et il l'a sorti à la CGT ! Qui l'a vraiment mal pris et j'ai eu droit à des reproches de leur part comme quoi ça allait aider la direction car elle leur a dit « regardez si on vous donne 15% faudra donner 15% aux autres ».

Moi, je pense qu'au contraire ça a fait pencher la balance et ils ont eu peur que ça s'étende. Du coup, ils ont lâché 26 augmentations individuelles et le paiement des jours de grève. J'ai demandé à un délégué si moi aussi je serai payé les jours de grève il m'a dit « je dois poser la question »

... Du coup, je pense que j'aurais rien, on demande pas au patron, on exige !

Enfin, voila merci pour tes conseils et tout, là j'ai repris le boulot. A bientôt !

Copie du tract ici :

"Grève à la BFM

*Comme les ouvriers de la 40kt qui font grève et réclament les 15% et en vu du million d'euros que l'usine va gagner avec la mise en place de la mini.T grâce à notre travail supplémentaire exigeons :*

*15% pour TOUS les ouvriers de la BFM,*

*Système d'aération sur les trois îlots de la BFM,*

*Arrêt des sanctions à tout va.*

*En solidarité avec nos collègues de la boucle chaude, et pour une nette amélioration de nos conditions de travail qui se dégradent de semaines en semaines nous appelons à une grève générale et illimitée à dater d'aujourd'hui Lundi 17 décembre 2017 à 5h00" //*

\*\_ 1 :NdlR : (boucle froide moteur)

## Suite de la page 20.

- Automatisation des stations-service et la destruction, à terme, de 500 emplois.
- Suppression des pôles administratifs et réception : la destruction, à terme, de 500 emplois.
- Suppression des vendeurs de l'EPCS (Electroménager, multimédias) : la destruction, à terme, de 1400 emplois.
- . Fermeture de magasins : plus de 1000 emplois.

PROXY (enseigne Carrefour City, Carrefour Contact) : plus de 150 magasins sont considérés par Carrefour non rentables.

- . Automatisation progressive des plateformes logistiques.

Le PDG souhaite également diminuer drastiquement l'effectif du groupe en cédant de plus en plus de magasins dont il estime que la rentabilité n'est pas au rendez-vous :

La fin des magasins de proximité (Carrefour City, Contact...) avec plus de 200 mises en location gérance.

La diminution des supermarchés Market avec plus de 150 magasins concernés. Plus de 40 hypermarchés, à terme, sous ce nouveau modèle.

C'est sous ce contexte qu'une forte mobilisation a eu lieu le 31 mars, et oui, un samedi, et pas un mardi après-midi, 450 sites carrefour en grève, dont 200 hypermarchés, ce fut une journée de blocages, on a même entendu des clients soutenir le mouvement ici et là, sur certains sites Toulousains. C'était en effet une forte mobilisation, une victoire pour les ouvriers, et de ce fait remarquable, un mouvement

de lutte réussi puisque la direction a tremblé et a demandé de nouvelles négociations, et était même prête à revoir ses positions sur pas mal de points notamment au sujet des primes. On peut qualifier la mobilisation d'historique pour ce secteur d'activité, puisque la grande distribution n'est pas coutumière du fait.

C'était pourtant bien parti, il a fallu que la direction appelle à de nouvelles négociations pour que les syndicats, FO et CFDT, les plus représentatifs du groupe, acceptent de signer des miettes, et notamment un bon d'achat de 150 euros pour tout le monde, et la garantie de rester le syndicat privilégié de la direction en cas de nouvelles négociations, via la création d'un observatoire devant permettre le bon déroulement "humain" de la restructuration interne du groupe. On ne sait pas trop à quoi cela va servir, puisque le fond du problème ne change pas, par contre, on voit là encore que lorsque le pouvoir est remis en question durement, il sait faire appel à des alliés de choix, dans l'exemple de carrefour c'est FO qui assure ce rôle d'allié de choix. Puisque majoritaire il a le pouvoir de faire rentrer tout le monde dans le rang. A l'heure où on écrit ces quelques lignes, nous ne savons pas quelles vont être les orientations de ceux qui sont encore en colère, notamment la CGT, mais il y a fort à parier qu'ils finiront eux aussi par rentrer dans le rang, non sans avoir dénoncé les accords entre FO et la direction. Comme d'habitude, le syndicat majoritaire collabore avec le patron et les minoritaires dénoncent. Et quand les minoritaires deviennent majoritaires, ils changent de position et font le jeu du patron. Comme partout, comme à chaque fois, avec les syndicats, on l'a dans le baba ! En somme, un classique de lutte, qui aurait pu mais n'a pas pu. //

## CARREFOUR EN GRÈVE !

Ce printemps 2018 est plutôt riche en événements ou plutôt, riche en mouvements sociaux. Il en est un assez remarquable, de par son ampleur, et de par son côté peu fréquent : il s'agit de celui des employés de chez Carrefour. En effet, nous parlons là d'un secteur qui fait peu ou pas grève, et ce de par les conditions précaires des emplois et des méthodes répressives que les cadres ou managers n'hésitent pas à utiliser pour bien se faire voir.

Carrefour a vu arriver un nouveau patron, avec de nouvelles méthodes. Ce patron arrivait d'une autre enseigne où il avait déjà fait parler de lui, et où il avait aussi occasionné de graves dégâts. Malgré cela il semble être considéré comme un champion, un surdoué, et la presse bourgeoise n'hésitait pas à lui lancer des fleurs et le féliciter d'avoir "redressé" la Fnac et réussi son introduction en bourse. Enfin bref une réussite totale sauf pour nous, ouvriers, et pour les syndicats qui l'avaient peu remis en cause durant son exercice. Il y eut bien quelques tentatives de contestations, mais celles-ci furent peu ou pas suivies. Pour cause, de l'avis des intéressés, à savoir les employés : « sortir pour débrayer une heure un mardi après midi, faudra nous expliquer l'efficacité concrète de la démarche ». Les travailleurs ne s'y sont pas trompés et n'ont donc pas suivis ou peu suivis.

Pourtant le plan de M. Bompard -pour ne pas le nommer- était simple : dégraisser, introduire en bourse, racheter Darty, dégraisser à nouveau en fermant quelques sites ici ou là lui permettant d'empocher au passage quelques réductions de charges et de fermer deux ans plus tard. C'était son plan, sur 5 ans, ça s'appelait "rêver". On a pas mal rêvé oui, rêvé d'une lutte comme celle de Carrefour. Mais à la place on s'est laissé tondre, pendant que lui se montrait à Roland Garros ou affichait son soutien à M. Macron pour les élections présidentielles, applaudi par la bourgeoisie dans son intégralité. Quant à nous, à l'arrivée, nous sommes devenus "polycompétent", j'utilise le verbiage bourgeois pour ne pas dire précaire, sur exploités, sous-payés, et culpabilisés car fliqués à outrance. Il n'y a plus de remplacements en cas de départ en retraite, ni même en cas de maladie ou d'accident du travail, plus de CDI en temps complet pour ne plus payer les RTT. Il n'y a plus de caissières en temps pleins, la plupart sont des étudiantes, en contrat 15h ou 20h, et il en est de même pour les vendeurs, moins de vendeurs, plus de temps partiels. Quant à la logistique, c'est encore plus de travail avec l'arrivée du multicanal, mais comme c'est plus moderne et informatisé on a plus trop besoin de bras donc, moins de monde aussi. Par contre le boulot doit être fait lui, et s'il n'est pas fait on se fait taper sur les doigts car les encadrants s'empressent de convoquer à tout va pour faire monter la pression, et en cas d'erreur ils n'hésitent pas à mettre à pied des salariés. A savoir que ces salariés vont chercher du soutien auprès des syndicats qui ne leur offre que quelques vagues conseils. Ils veulent bien les accompagner quand il y a une convocation chez le directeur mais ne font rien de plus, et au final, la sanction tombe quand même. Rêver, ils nous ont aussi fait rêver sur nos salaires, et chaque année on nous a inventé de nouvelles formules pour ne pas être augmenté, ou pour nous expliquer que le "cash flow" ne nous permettait pas d'avoir un taux de participation ou un intéressement à la hauteur de nos espérances, du coup on se retrouvait avec des primes revues à la baisse, quand il y a 20 ans on pouvait espérer toucher presque 1400 euros de primes, là on en est à 300 ou 400 selon les magasins. Alors peut être qu'on ne capte pas trop les mots techniques qui sont censés nous expliquer pourquoi on touche moins, mais on voit bien qui touche, la direction et les actionnaires eux, se sont gavés, à commencer par M. Bompard lui-même.

Il est arrivé chez Carrefour avec l'intention de "moderniser", ce sont les paroles que lui prête volontiers la presse bourgeoise. Derrière le mot « moderniser » il faut comprendre baisse des effectifs. Avec la fermeture de plus de 300 magasins prévus, ça va permettre de baisser les charges car ça va s'accompagner de licenciements, plus de 1000 emplois menacés en France sans compter les licenciements au siège. Les syndicats parlent eux de près de 5000 emplois menacés au total dans le pays, en Belgique il s'agirait de 1200 postes, et là on parle juste des emplois en magasin. Mais la casse ne s'arrête pas là, puisque les salariés vont passer de la convention collective Carrefour à la convention collective de la branche ce qui se traduira par la disparition ou la revalorisation à la baisse des primes d'intéressement, participation, ticket restaurants, remises sur achat, etc. Et on ne parle même pas des ouvertures du dimanche. Ci-dessous l'estimation de la CGT, sur les pertes d'emplois dues à la "restructuration" :

. Sur les sièges sociaux et administratifs, plus de 1500 postes concernés dont 1200 à Massy. Nous craignons également la fermeture du siège à Mondeville en Normandie.

*Suite en page 19 ...*